



## **Plus que des nouveaux rythmes, l'urgence est de donner des moyens à l'École !**

La convention citoyenne sur les temps de l'enfant a rendu son rapport. Si les travaux des 130 citoyens et citoyennes ont permis d'entendre une diversité d'acteurs, la FSU-SNUipp constate qu'ils ont été fortement orientés par la question posée par le ministre « Comment mieux structurer les différents temps de la vie quotidienne des enfants afin qu'ils soient plus favorables à leurs apprentissages, à leur développement et à leur santé ? ».

Cette formulation limitait d'emblée la réflexion à la seule organisation et à l'articulation des temps de l'enfant, sans interroger les contenus éducatifs eux-mêmes. Or, l'analyse des systèmes scolaires des pays de l'OCDE comparables à la France montre qu'aucune configuration des temps ne garantit à elle seule un système éducatif plus égalitaire.

Une réorganisation des temps scolaires a déjà été tentée en 2013. Elle n'a convaincu aucun des acteurs de l'éducation. Dès 2017, il a d'ailleurs été possible de déroger à la semaine de 4 jours et demi, et la grande majorité des communes s'en est saisie. L'enseignement privé, quant à lui, avait alors bénéficié d'un statut dérogatoire inacceptable.

Si la FSU-SNUipp partage les constats et les préoccupations des citoyen·nes de la Convention sur les inégalités scolaires, modifier les rythmes scolaires ne produira aucun effet positif si les mécanismes générateurs d'inégalités ne sont pas traités. De plus, envisager une refonte du temps scolaire dans un contexte où le gouvernement annonce des baisses budgétaires pour l'École ne peut que dégrader davantage les conditions de travail des personnels, déjà fortement mises à mal par les politiques éducatives des dernières années, comme le confirme le récent rapport Talis. Avec les mêmes conséquences sur les conditions d'apprentissage des élèves. En l'état, ajouter un cinquième jour à la semaine scolaire en redécouplant le temps entre matinées et après-midis n'est pas acceptable, la FSU-SNUipp s'y oppose.

Pour la FSU-SNUipp, il est indispensable d'investir massivement dans l'éducation. La baisse démographique doit être l'occasion d'augmenter les moyens et d'améliorer significativement le service public d'éducation. C'est une opportunité historique pour enfin répondre aux défis d'une école véritablement égalitaire.

Enfin, toute réflexion sur les temps scolaires doit impérativement s'inscrire dans un cadre national clair et ne saurait, en aucun cas, ouvrir la voie à de nouveaux dispositifs dérogatoires pour l'enseignement privé.

Dans cette période, la FSU-SNUipp entend porter dans le débat public ses analyses et ses revendications.